



FRANCE

« Pagaille » dans les écoles et appels à la grève

Des parents d'élèves craquent et la plupart des syndicats d'enseignants appellent à la grève jeudi. Pour Jean-Michel Blanquer, les tests sont le prix à payer pour maintenir les écoles ouvertes.

Marie-Christine Corbier
@mccorbier

L'école peut-elle tenir avec des parents et des enseignants qui craquent ? « C'est très dur », confie un recteur. Plus de 9.200 classes étaient fermées jeudi soir, un record depuis le printemps. La « pagaille » décrite par enseignants et directeurs d'école a conduit la plupart des syndicats à appeler à la grève le 13 janvier, dans les écoles, collèges et lycées. Même le principal syndicat de chefs d'établissement, le SNPDEN-Unsa, « s'y associe », poussé par sa fédération, alors qu'il envisageait vendredi de ne pas le faire.

Dans le premier degré, les syndicats réclament un retour à l'ancien protocole qui prévoyait la fermeture d'une classe dès le premier cas de Covid, une règle jugée « protectrice » par le principal syndicat du primaire. Le SNUipp-FSU, qui déplore « une pagaille indescriptible » et « un sentiment fort d'abandon et de colère parmi les personnels », en appelle aussi à l'isolement des cas contacts intrafamiliaux et à systématiser des tests salivaires préventifs chaque semaine.

« **Complètement débordés** » Enseignants et directeurs se disent « **complètement débordés** » par la multiplication des cas. L'Education nationale a allégé, jeudi dernier, le

protocole sanitaire : les élèves n'auront plus à réaliser un nouveau parcours complet de dépistage si un nouveau cas positif apparaît dans leur classe dans un délai inférieur à sept jours. Des parents d'élèves craquent, eux aussi : « *Il faut récupérer votre enfant, les tests et les pharmacies sont pris d'assaut, l'attente est pénible, et en général, les autotests ne sont pas donnés comme prévu dans les pharmacies* », décrit le vice-président de la fédération de parents d'élèves Peep, Laurent Zameczkowski.

Pour répondre à ce risque d'engorgement de la politique de tests, le porte-parole du gouvernement Gabriel Attal a annoncé « un plan de renforcement », avec notamment plusieurs centaines de centres de dépistages près des centres de vaccination. « *Les parents peuvent soutenir certaines revendications des enseignants, mais cette grève ne fera qu'ajouter aux difficultés des élèves et des parents [...]* », a ajouté dans un tweet Laurent Zameczkowski.

Vers un report du bac ?

Le protocole est « *extrêmement difficile* » à vivre pour les familles, a reconnu vendredi dernier le ministre de l'Education, sur CNews. Du côté des enseignants, « *environ 8 %* » sont malades mais le pic d'absences « *ne devrait pas dépasser*

15 % », selon Jean-Michel Blanquer. « *C'est le foutoir, lâche Nageate Belhaçen, coprésidente de la principale fédération de parents d'élèves, la FCPE. Les parents craquent complètement.* » « *Bien sûr que c'est dur, bien sûr que c'est compliqué* », admet Jean-Michel Blanquer, tout en considérant que les tests sont le prix à payer pour maintenir les écoles ouvertes.

Dans le second degré, le principal syndicat, le SNES-FSU, appelle à la grève pour réclamer le recrutement d'adultes, un protocole renforcé et un report des épreuves du bac de mars à juin, estimant que les élèves ne seront pas bien préparés. « *Il est encore temps de temporiser* », estime au contraire Bruno Bobkiewicz, à la tête du SNPDEN, qui critique « *ceux qui veulent tuer le bac depuis le début* ». « *Il faudra peut-être des aménagements, et pas forcément une annulation ou un report, ajoutez-il. Tout dépendra de la durée de l'épidémie.* » ■

